La longue marche vers la science pragmatique : arpenteur du social ou conseiller du Prince ?¹

*De la fin des années soixante-dix au début des années quatre-vingt-dix,
la sociologie a parcouru un important itinéraire dans sa façon d'aborder
les problèmes d'environnement. Il lui faut encore faire des progrès notables
afin d'abandonner sa prédilection pour la critique sociale.*

Ces dix dernières années ont été marquées par une nette évolution de la connaissance et de la pratique sociologiques dans le domaine des questions de l'environnement. On est me semble-t-il passé d'une conception critique du savoir (une culture de la dénonciation) à une approche sociale visant à l'expertise, c'est-à-dire à l'élaboration d'un dispositif de connaissances applicables dans le champ de la politique et de l'administration de l'environnement.

Le sociologue critique et l'expert sociologue sont en apparence deux figures antinomiques. Pourtant, bien que situées à des pôles extrêmes, ces deux postures ont en commun d'être à distance de la société civile dans leur prétention, soit à dévoiler le sens des actions à des acteurs manipulés ou ignorants des enjeux, soit à éclairer les décideurs politiques. Selon ce schéma, la "société civile"² n'est plus qu'un espace de "seconde zone".

Entre ces deux attitudes existe une sphère, peu explorée parce que modeste, celle de l'ingénierie sociale³. On peut définir celle-ci comme une pratique de recherche à moyenne portée théorique, prescriptive et instrumentale, dont le but est d'éclairer les mécanismes d'adaptation, de résistance ou d'innovation des acteurs sociaux face aux problèmes d'environnement. L'ingénieur social est animé de l'idée de "réformer" et "reformer" les comportements et, à cette fin, il cherche à les étudier en vivant de l'intérieur des situations et non en "intellectuel organique" (Kalaora, Savoye, 1989)⁴.

En dépit d'une évolution vers une démarche finalisée, rares sont les chercheurs

français qui adoptent aujourd'hui la perspective pragmatique de l'ingénieur social et ce à la différence des pays anglo-saxons où cette notion a eu un grand succès. Arpenter les territoires de l'ordinaire pour y saisir les logiques sociales à l'œuvre, les comprendre en vue de l'action, a des retombées dont les profits symboliques sont mineurs au regard d'une optique de dénonciation critique ou de production d'un savoir à finalité d'expertise.

Les traits spécifiques à la sociologie au moment de son émergence (obsession de l'autonomie et méfiance à l'égard de données extérieures à la discipline : fascination pour la "gouvernementalité", le pouvoir, ses équipements, la conduite des hommes ; goût pour l'abstraction, l'épistémologie, le formalisme) expliquent en partie la résistance encore vive à l'avènement d'une "science pragmatique".

L'idée souvent avancée et annoncée de la "fin du social"⁵ a également contribué en grande partie à la non prise en considération des mouvements sociaux. Alors qu'entre 1970 et 1975, beaucoup de sociologues avaient étudié les mouvements associatifs, aujourd'hui il n'existe quasiment plus de recherches qui prennent en charge ce champ à l'exception du Parti des verts qui suscite beaucoup d'intérêt de la part des politologues et anthropologues (Abelès, 1993).

De ce fait, peu de travaux existent sur le terrain concret de la quotidienneté, celui des comportements, des processus d'apprentissage de conduites environnementales, des relations entre acquisitions de connaissances sur l'environnement et conscientisation, des rapports entre éthique,

1. Cet article est fondé sur l'expérience des six années (1986-1992) que l'auteur a passées au Service de la recherche, des études et du traitement de l'information sur l'environnement (SRETIE) du ministère de l'Environnement en tant que responsable de la programmation de la recherche en sciences sociales. Il reprend les termes d'un exposé présenté au colloque de la Commission nationale suisse pour l'Unesco "Environnement et société : la contribution des sciences sociales" qui s'est tenu à Neuchâtel en 1991 (Hainard, 1992).

2. Par "société civile", on entend ici l'ensemble des composantes non étatiques (par exemple les initiatives de citoyens, les comités de quartier, les associations, etc.) de la société.

3. La notion d'ingénierie sociale a été théorisée par Émile Cheysson, disciple de Le Play, notamment à l'occasion d'une conférence sur le "rôle social de l'ingénieur" au congrès des ingénieurs civils en 1897 à Paris (cf. "Milieux", 1987 ; J.-P. Billaud, 1992). Elle a été par la suite reprise et vulgarisée dans un sens détourné, celui de sur-intendant social, par W. Thomann dans son livre *Social Engineer* en 1909.

4. La notion d'"intellectuel organique" a été énoncée par Gramsci, philosophe marxiste italien (1891-1937). Par extension, ce terme désigne le rattachement de l'intellectuel à l'appareil d'État ou à l'appareil dirigeant.

5. La "fin du social" est un thème mis en avant par certains intellectuels dans les années 80 (Baudrillard, Foucault, Lipovetsky). Individualisme, décomposition des liens d'appartenance et sociaux, soucis de soi sont les notions véhiculées par cette thématique.

éducation et pratiques sociales (Mormont, Vourch, 1990). Le penchant pour le "fait social total" plutôt que pour l'analyse clinique et ethnologique du vécu est encore une caractéristique majeure de la pensée française.

Une seconde observation de caractère général s'impose. Les questions d'environnement sont des questions posées par les sciences de la nature : climatologie, chimie, biologie, écologie, toxicologie et écotoxicologie, etc. Du côté des sciences sociales, le milieu physique et biologique a été pour des raisons liées à l'histoire de la discipline repoussé hors du champ d'observation. Cette réserve des sociologues par rapport à toute analyse qui ferait intervenir des facteurs naturels et environnementaux place ceux qui s'y risquent en situation de porte-à-faux par rapport au savoir légitime et les condamne à la marginalité.

Cette fragilisation n'entraîne pas pour autant l'existence d'un collectif soudé ayant une représentation commune de l'environnement comme objet de questionnement pour les sciences sociales. En effet, le milieu scientifique est segmenté, clivé, entre les sociologues centrés sur la question de la nature (des rapports Homme - Société - Nature, puis des rapports Homme - Société - Écosystème), ruralistes pour la plupart, et les sociologues traitant de la question d'environnement au sens "moderne" du terme, c'est-à-dire les pollutions transfrontalières, les changements climatiques, etc., ces derniers sont plutôt des spécialistes de l'entreprise, des organisations et des techniques : certains mêmes sont des ingénieurs convertis aux sciences humaines. Ces deux mondes coexistent, mais s'ignorent mutuellement.

Une autre caractéristique de ce milieu de recherche concerne le type de relations qu'il entretient avec les pouvoirs publics. Une forme de partenariat existe entre l'État, en l'occurrence le ministère de l'Environnement, et le milieu des chercheurs intéressés par ces questions d'environnement. En effet, le ministère est commanditaire d'études pour son propre compte. Coïncés entre les logiques académiques universitaires et celles des décideurs politiques cherchant à instrumentaliser

la connaissance, ces chercheurs ont du mal à se situer. Si des rapports étroits entre chercheurs et décideurs politiques sont noués à l'échelon central, par contre au niveau régional ou local, les relations sont distendues, les collectivités locales ayant peu de contacts avec la communauté scientifique.

À cela s'ajoute une très faible inter-pénétration entre monde de la recherche, société civile et monde de l'entreprise, à l'exception de quelques individualités. Enfin l'affiliation des chercheurs aux différents sous-champs de la discipline influe sur les types de rencontres qu'ils peuvent avoir avec le milieu des sciences de la nature. Les ruralistes nouent, quand ils le peuvent, des liens avec les scientifiques de l'écologie : quant aux spécialistes des techniques, du travail et des organisations, ils recherchent plutôt des contacts avec les climatologues, les physiiciens et chimistes.

J'en viens maintenant aux types de recherches en sciences sociales dans le domaine de l'environnement et à leur évolution au cours de ces dix dernières années.

DES "GÉNÉRATIONS" DE TRAVAUX

L'environnement invisible et suspect

Cette période pourrait se résumer en cette formule brève : "Au fond de la forêt, l'État" (Hervieu, Léger, 1979). Le sociologue d'alors, lorsqu'il parle de la nature, ne le fait que pour dénoncer, nier la notion. Une des visions dominantes de la sociologie est celle de l'affirmation de l'autonomie du social, la nature étant un résultat, voire un produit à la fois idéal et matériel de l'activité humaine. La nature n'a pas d'existence en soi : il ne s'agit que d'une autoréférence déguisée, travestie, renvoyant l'homme à lui-même, à ses faits, à ses méfaits, à ses rêves, à ses nostalgies, à ses remords, bref à son organisation sociale et aux clivages et luttes de pouvoir qui la traversent (Godard, 1989). Ce qui est appréhendé, c'est la nature comme invention de l'État, d'un État tentaculaire à visée dominante et codificatrice. Inspirées par des modes d'analyse empruntés à P. Bourdieu et

M. Foucault (domination symbolique, micro-physique du pouvoir), des recherches se sont développées qui tendaient à rendre compte des pratiques et des politiques à l'égard de la nature, en les considérant non pas comme des expressions d'une réaction sociale contre la société industrielle (le retour à la nature), mais comme l'expression d'une volonté culturelle dominatrice de l'État cherchant à imposer les modes de définition légitimes de la nature et de ses usages (Kalaora, 1981 : Kalaora, Larrère, 1986). L'"équipement de nature" était perçu comme une mise en place de cadres institutionnels sociaux et spatiaux inédits visant à quadriller le territoire et à inscrire la présence du politique au cœur même de la nature sauvage. Avec M. Marié, J. Viard (Marié, Viard, 1977), M. Péraldi, M. Anselme et d'autres, j'ai contribué à ces recherches (CERFI, 1981) dont on peut effectivement dire *a posteriori* qu'elles ont exagéré l'importance de l'État par rapport aux autres acteurs d'une part, et d'autre part nié l'existence même de la nature comme support physique et biologique de pratiques sociales.

Le colloque "Idéologie et Protection de la nature" (Cadoret, 1985) organisé par le Service de la recherche, des études et du traitement de l'information sur l'environnement (SRETIE) du ministère de l'Environnement sous la responsabilité d'Anne Cadoret, est une bonne illustration du fossé existant entre sociologues et écologues. Le ministère avait organisé cette rencontre dans l'espoir d'établir des ponts entre ces deux communautés scientifiques. Le titre même du colloque est significatif du caractère improbable d'une alliance puisque la nature y était d'emblée considérée comme une question idéologique. De ce fait, les sociologues feront la sociologie du milieu des écologistes scientifiques et dévoileront derrière la proclamation de l'état d'urgence écologique, la présence des intérêts sociaux d'une profession en quête de légitimité et de reconnaissance dans le champ des sciences de la nature. La science écologique dans cette perspective est vue comme un instrument idéologique de conquête d'un espace professionnel à l'usage des scientifiques et la protection comme un alibi pour des couches moyennes (dont les

scientifiques sont les représentants) frustrées de capital économique et animées du désir de compenser ce manque par l'appropriation symbolique du territoire naturel.

Cette condensation brève de l'histoire des idées peut prêter à sourire, il ne faut toutefois pas sous-estimer l'apport de connaissances que cette posture critique a engendré : les recherches sur l'institutionnalisation de l'idée de nature et son instrumentalisation en termes de protection, puis de gestion ont fait faire des bonds en avant, mais cette avancée s'est réalisée contre l'écologie savante et sans que puissent s'établir des passerelles entre paradigme social et paradigme écologique ; seuls quelques militants sociologues avaient œuvré en ce sens. Cette coupure entre deux mondes, bien que moins marquée aujourd'hui grâce à l'important travail du programme Environnement du CNRS qui multiplie initiatives et efforts pour organiser une synergie entre les milieux, reste encore présente dans les esprits, même si l'on sent quelques inflexions permettant des rapprochements entre disciplines.

Le colloque "Maître et Protecteur de la nature" (Guéry, Roger, 1991) organisé récemment avec des philosophes, des climatologues, des écologistes, montre bien l'ambivalence des uns à l'égard des autres et les difficultés d'un dialogue serein. A. Roger, F. Guéry refusent une vision de monde étroitement naturaliste, mais se prononcent pour un anti-naturalisme raisonné et non obtus. S'ils dénoncent la "naïveté" dogmatique d'un certain écologisme ("le pathos écologique"), ils reconnaissent toutefois la nécessité de « raisonnablement gérer un patrimoine commun que nous nous devons de protéger contre notre propension au gaspillage, ... mais en se méfiant des nouveaux curés et du margouillis de biologisme et de théologie ». Philosophie et Nature ne font pas bon ménage.

Dans les premiers travaux portant non plus sur la nature, mais sur le risque (Duclos, 1987), domaine imparti aux sociologues du travail et des organisations, on retrouve la même propension à contourner le thème du risque environnemental – technologique et industriel – pour lui substituer celui

du risque sociétal. Le problème n'est pas vu comme celui de l'évaluation de risques réels et de leur intégration dans le système gestionnaire de l'entreprise et dans le processus technique, mais simplement comme celui de la construction sociale du risque par les acteurs sociaux. Selon l'auteur, les acteurs sociaux minimisent – ou mieux ignorent – l'existence de risques techniques réels, car le risque redouté est d'abord celui des dysfonctionnements dans les relations sociales qui structurent le collectif des travailleurs. La prévention est alors prévention symbolique, car l'accident est l'événement qui constitue un facteur de déséquilibre ou de destruction du système des relations sociales et non ce qui occasionne des dommages environnementaux ou mêmes corporels.

Tous ces travaux de la première génération ont en commun de récuser totalement la notion même d'environnement. Dans la cité humaine pour laquelle nous avons appris à nous battre, il n'y a pas de place pour la préoccupation écologique et les entités non humaines (air, eau, sol, écosystème, etc.). La nature est une ressource humaine au sens fort du terme : ressource matérielle et symbolique. Tous nos efforts sont dirigés vers la justice humaine, et nous sommes dans l'ignorance absolue de ce que pourrait être la cité écologique. Cette incapacité cognitive à reconnaître le non-humain est liée à la tradition culturelle occidentale fondée sur le paradigme de l'exceptionnalité de l'être humain et non sur la considération pour les autres espèces vivantes. Selon Catton et Dunlap (1978), deux sociologues américains, le paradigme de l'exceptionnalité repose sur les postulats suivants :

- l'être humain est unique dans la création en ce qu'il a une culture ;
- la culture varie presque à l'infini et peut évoluer plus vite que l'inné biologique ;
- les différences entre les hommes sont d'origine sociale. Elles peuvent être modifiées socialement, mais non déterminées ou même influencées par le milieu ;
- l'accumulation culturelle peut permettre au progrès de se poursuivre indéfiniment et de résoudre tous les problèmes sociaux.

6. Il s'agit de générations au sens administratif du terme, la chronologie retenue ici étant celle de l'administration et non celle de l'histoire des idées.

À l'horizon, l'environnement : glissement progressif vers la prise en compte de la nature

La dégradation des ressources naturelles, l'impact de certaines catastrophes (Tchernobyl), le bouleversement des paysages familiers, autant de phénomènes physiques qui cumulés avec la montée en puissance de la science écologique d'une part, du mouvement écologiste d'autre part, font advenir une représentation d'une nature système se substituant à la nature, ressource symbolique ou matérielle (de Montgolfier et Natali, 1987). La nature s'en trouve requalifiée et réinventée. Émerge alors une autre nature, finie, tapissée de crises, de catastrophes et d'irréversibilités. L'écologie s'impose comme "dénominateur commun pour globaliser, conceptualiser, systémiser, modéliser, différencier, dénaturer et diversifier, paysager, enfin mondialiser les foisonnantes et hétéroclites recherches naturalistes" (Bertrand, 1991). À partir de l'écologie se redessine une nouvelle économie politique de la planète. Dans ce contexte, les sociologues qui traitent de la question de la nature, de ses représentations et usages ne peuvent continuer à l'ignorer (Jeudy, 1990). L'écologie rend visible ce qu'ils refusaient de voir et les contraint à prendre en compte le concept d'écosystème et à resituer les sociétés dans leur environnement naturel. La dimension naturaliste pénètre le champ des sciences sociales et sa diffusion en sera facilitée par la relativisation du paradigme de l'exceptionnalité humaine, tout particulièrement à l'œuvre dans les pays anglosaxons (Catton, Dunlap). En effet, un nouvel axiome s'impose, celui de la dépendance écologique des sociétés humaines à l'égard des écosystèmes, axiome qui repose sur trois principes :

- l'être humain n'est qu'une des nombreuses espèces dont l'interdépendance fonde les communautés biotiques qui façonnent notre vie sociale ;

- la complexité des relations de cause à effet et de rétroaction dans le tissu de la nature fait qu'une action sociale délibérée, conçue en vue d'une fin donnée comporte de nombreux effets inattendus ;

- il y a des limites physiques et biologiques potentielles à la croissance économique et au progrès social.

La prise de conscience de la dimension écologique conduit à la redéfinition des stratégies et des attitudes scientifiques au sein d'une fraction minoritaire de la communauté des chercheurs. Quelques sociologues et géographes avec des écologues recherchent des argumentaires scientifiques à l'interface des sciences de la nature et de la société et inventent de nouveaux concepts tels ceux d'écosystème et de géo-système.

Le colloque "Du rural à l'Environnement" (Mathieu, Jollivet, 1989), organisé conjointement par le SRETIE et l'Association des ruralistes français, témoigne de ce changement d'attitudes à l'égard du milieu des écologues : le bien-fondé de l'écologie est désormais reconnu. La nature des thèmes développés souligne le repositionnement des sciences sociales face à la perspective écologique :

- on s'interroge sur l'impact des outils conceptuels de l'écologie sur les sciences humaines, on prend pour objet d'étude des systèmes de "gestion écologique" de la nature : agriculture biologique, gestion de zones fragiles de montagne ou de marais ;

- on évalue enfin les politiques de protection de la nature au regard des objectifs visés et des moyens utilisés (Mermet, 1992).

La question de l'environnement comme problème social commence à être reconnue et identifiée et la notion de nature est revisitée par la médiation de l'écologie. Dans ce contexte, la nature n'apparaît plus comme la figure de l'aliénation étatique qu'il faut dénoncer : l'environnement surgit comme un véritable problème que les sciences sociales doivent prendre en charge. Cette période riche de maturations scientifiques ouvre des horizons épistémologiques fondés sur la croyance dans l'interdisciplinarité, mais débouche rarement sur des opérations concrètes d'ingénierie sociale. Écologues et sociologues philosophent ensemble, mais ils échouent dans la mise en œuvre d'un protocole d'action commun pour gérer le milieu naturel et réformer les modes de vie dans le

sens d'une meilleure prise en compte de l'environnement.

Le colloque "Révolution, Nature, Environnement" (Corvol, 1993) lancé à l'initiative du SRETIE au moment du bicentenaire de la Révolution française et réalisé avec le milieu des historiens a apporté un éclairage différent, mais complémentaire, sur le thème de l'émergence de l'environnement. Les historiens ont souligné la difficile reconnaissance de l'environnement comme question faisant sens dans la société française. En effet, pendant la Révolution française, l'idée de protection du milieu et de maintien d'une nature sauvage est une idée contre-révolutionnaire. Les forces conservatrices invoquent la question du milieu pour s'opposer à l'administration de l'espace et à son découpage départemental. Le milieu est l'instrument d'une stratégie qui vise à maintenir l'idée régionale contre l'idée nationale et républicaine. Pour les révolutionnaires, la nature n'a d'existence que comme représentation d'un paysage composé, jardiné, domestiqué et non comme un milieu biologique. Le paysage est la bonne nature : quant aux "écosystèmes", ils représentent les forces du mal ; marais et forêts sont des milieux à anthropiser. Les historiens ont révélé les raisons socio-historiques du refoulement de la nature sauvage et du milieu qui n'émergent à la conscience que sous la forme civilisée du tableau de paysage. La nature ensauvagée, le milieu non maîtrisé par l'homme est le contraire de l'histoire, de la liberté, de l'esprit, l'anti-humanisme par excellence. Nous portons encore les traces de notre histoire et de notre mémoire collective. Il faudra d'autres révolutions (mentales et scientifiques) pour que l'écologie advienne et modifie nos représentations paysagères de la nature.

Tout contre l'environnement

L'environnement sort de sa marginalité pour devenir un enjeu économique, politique et diplomatique majeur. Rejeté autrefois à la périphérie de l'économie, il est en train de passer au centre du système industriel, devenant à la fois un marché, un élément de concurrence, un facteur de croissance (Duclos, 1991). L'action politique et médiatique est

de plus en plus tournée vers l'organisation de la défense de l'environnement aux niveaux européen et mondial. Quant au jeu diplomatique lui-même il se modifie, l'environnement s'imposant progressivement comme une composante normale des relations Est-Ouest ou Nord-Sud et de la stratégie des grandes puissances.

Cette montée en puissance de l'environnement due à l'alerte donnée par des scientifiques et tout particulièrement des climatologues à propos des risques majeurs et planétaires est révélatrice du processus de constitution de l'objet environnement dans le débat public (Roqueplo, 1988 et 1993 ; Duclos, 1989)⁷. La diffusion rapide de l'idée d'une gestion publique de l'environnement est l'un des aspects de ce processus de rationalisation et de scientification du politique dans ses relations à la nature (Dourlens, Galland et al. (dir.), 1991). L'intégration de l'environnement dans le champ politique conduit à l'utilisation massive des experts qui apparaissent comme un recours pour les décideurs face à l'invisibilité et à la complexité des risques, l'importance et l'urgence des enjeux, l'existence d'incertitudes (Fabiani et Theys, 1987). Leur fonction n'est plus seulement publiquement reconnue : elle est de plus en plus institutionnalisée dans des procédures juridiques et politiques où leur présence semble garantir la rationalité et l'équité des décisions, voire la fuite devant les responsabilités.

Ce nouveau contexte où l'environnement devient une catégorie centrale de l'action sociale se traduit au niveau des recherches en sciences sociales par l'existence de deux tendances :

- l'une minoritaire, tournée vers l'opérationnalité et visant à donner aux aménageurs et gestionnaires des outils pour entreprendre une action efficace d'amélioration et de préservation de l'environnement et du patrimoine naturel ;

- l'autre tournée vers l'analyse de la décision politique dans un univers instable et incertain.

Le colloque "Les experts sont formels : controverses et décisions politiques dans le domaine de l'environnement" (Kalaora, Theys, 1992) organisé à l'initiative

de J. Theys et moi-même est un bon exemple de la dernière tendance. Ce colloque visait à confronter les recherches françaises et internationales sur la physionomie de l'expertise et des experts, leur intervention et influence dans les décisions politiques, la nature des controverses en jeu et leur orchestration par les médias, le statut de l'expert, passeur entre le monde des scientifiques et des politiques. La construction d'une connaissance fiable bien que non certaine est une exigence liée à la nécessité de fournir au politique des réponses rapides et précises. Pour ces raisons, l'étude des rapports entre la science et la décision politique est essentielle.

On constate en France un investissement massif de la recherche sur la prise de décision politique dans la sphère environnementale dans un contexte caractérisé par la diversité des options, l'incertitude des résultats scientifiques, la temporalité des échéances, la globalité. La mobilisation sur ce thème à haut rendement théorique et symbolique se fait toutefois aux dépens de recherches plus instrumentales orientées vers l'élaboration d'outils de gestion décentralisée des ressources patrimoniales. Ces recherches à l'usage des gestionnaires locaux sont isolées et elles sont le fait de professionnels de l'aménagement et non d'universitaires.

Quant à la dimension de l'ingénierie sociale, à savoir l'observation sur le terrain des comportements des gens et l'élaboration de réponses adaptées tout à la fois aux problèmes environnementaux et aux aspirations légitimes ou infondées de ceux-ci, elle reste très peu développée (Zonabend, 1991). L'environnement est pourtant un secteur qui se prête particulièrement bien aux expérimentations sociales ; malheureusement les expériences visant à créer une ingénierie de l'interaction sociale⁸ et à constituer des dispositifs d'apprentissage de comportements à finalité environnementale sont quasi inexistantes⁹.

La responsabilité de cette carence incombe certes à l'État, à son caractère centralisé et éloigné des préoccupations de la société civile, mais elle incombe aussi aux chercheurs préférant le "centre" à la "périphérie" et tirant des profits symboliques plus

7. On peut parler de reconnaissance définitive d'une problématique en termes de gestion rationnelle des ressources naturelles au sens weberien du terme.

8. Par ingénierie interactive, j'entends : non plus traiter les problèmes séparément, mais restituer leur complexité en les traitant ensemble et en agissant de manière simultanée sur tous les fronts, le front social (pauvreté, exclusion, modes de vie) et le front environnemental.

9. Et ce à la différence de ce qui se passe par rapport au Sida où les sociologues jouent un rôle non négligeable dans l'apprentissage de comportements sexuels différents et adaptés à la non-transmission de la maladie.

élevés dans l'analyse des situations d'expertise que dans l'étude pratique des comportements ordinaires.

Certes quelques chercheurs revendiquent la création d'espaces hybrides où les décisions se prendraient en commun après brassage des différents arguments. Cette nouvelle forme de partenariat entre le savant et le politique met fin à la séparation entre ces deux mondes que Max Weber concevait comme antinomiques. Cependant, il ne faudrait pas que cette espace décisionnel soit monopolisé par les élites administratives, politiques et scientifiques. Le brassage doit se faire avec les citoyens et leurs aspirations sont aussi à prendre en compte de manière sérieuse : d'où l'urgence d'une sociologie du et au quotidien, ainsi que de débats démocratiques. La préférence pour les élites scientifiques, politiques et administratives, le désintérêt pour l'ordinaire et le quotidien sont, me semble-t-il, très spécifiques de la sociologie qui traite des questions d'environnement.

La demande politique très forte à l'égard des chercheurs dans ce domaine contribue certes à les attirer au centre, à capter l'essentiel des forces existantes et donc à réduire les possibilités d'intervention pragmatique sur le terrain concret du social, mais l'inertie est forte dans un univers marqué par des traditions de recherche qui se situent ailleurs.

Écologisme mondial : un risque pour la citoyenneté

Nous sommes entrés dans l'ère de la globalisation : « Notre pays, c'est la planète », a proclamé un collectif de chefs d'État réunis à La Haye. Cette vague verte mondiale est certes nécessaire et salutaire. Elle pose problème pour les sciences humaines et peut se révéler grosse d'effets pervers. Comment appeler civilisation ce qui inclue dorénavant la biosphère ? Que deviennent les sciences sociales à partir du moment où on leur assigne la tâche d'inclure dans leur démarche la plus grande partie des sciences naturelles ? Comme le dit B. Latour « Les éléphants, l'ozone, l'atome, le pétrole, l'océanographie, la chimie des eaux usées, les bactéries devront faire désormais

partie des sciences humaines mais sous quelle forme et quels angles ? »¹⁰. Comment réussissons-nous à internaliser le non-humain dans nos systèmes de référence alors que nous l'avions relégué aux marges ? Autant de questions vis-à-vis desquelles sociologues et philosophes n'ont pas de réponses. De plus, la primauté accordée à l'espèce humaine, plus qu'à l'homme social, remet en cause les fondements de la vie sociale (Kalaora, 1991). À l'extrême, certains dans le but de sauver la planète, considèrent que les vrais citoyens ne seraient plus des individus membres d'État-Nation, mais des espèces embarquées à la diable sur le même vaisseau spatial. Y aura-t-il un Noé du XXI^e siècle ?

Le « tout-global » peut aussi avoir pour conséquence la disqualification des espaces sociaux et locaux traditionnels au nom de la sauvegarde de la planète. Les amateurs de despotisme éclairé ne vont-ils pas se saisir de l'argument d'urgence pour imposer au nom des valeurs biologiques un ordre dominé par l'expertise et les sciences ? Ces domaines sont si compliqués, nous dit-on, qu'il faut nous en remettre au jugement des experts. Il y a là un risque d'expropriation du citoyen (Beney, 1989), la discussion publique se trouvant captée et monopolisée par les experts. Il ne s'agit pas de nier l'existence de domaines où des compétences scientifiques, socio-économiques, juridiques très spécialisées sont nécessaires pour saisir les problèmes, mais il faut rappeler aussi que les experts ne peuvent décider sans l'accord des citoyens sur les choix des enjeux globaux à prendre en compte. Aucun système politique ou institutionnel ne peut se prolonger sans être soutenu par une volonté de vivre ensemble et lorsque ce vouloir s'effondre, toute organisation se défait.

Le rôle social du sociologue dans cette situation complexe et sans précédent est de fournir une connaissance meilleure de la nature des processus sociaux en jeu dans l'appréhension de dangers invisibles, futurs et à distance dont la marge d'incertitude est grande. De plus, les faits d'environnement sont d'une telle complexité qu'ils se prêtent mal à la diffusion et à la communication auprès du grand public car les scientifiques

eux-mêmes en ont une vision confuse. Face à de tels enjeux, seule l'observation des comportements les plus quotidiens (consommation d'eau, attitudes par rapport aux transports, style de vie, comportements vis-à-vis des déchets) dans leur relation à l'environnement pourrait éclairer sur la nature des modifications en cours, sur les résistances ou les adaptations et sur les dispositifs expérimentaux à mettre en place pour transformer les valeurs et les habitudes. Comment par exemple sur le plan des valeurs passer d'une éthique de la proximité (solidarité de voisinage) à une éthique de la distance (prise en compte à l'échelle planétaire) (Jonas, 1990) ? Comment intégrer la dimension d'un futur qui change et notamment lutter contre la croyance commune en un futur identique au présent qui justifie toutes les formes d'immobilisme ? Quels sont les critères d'adhésion qui font qu'un problème d'environnement est pris en charge par les acteurs sociaux ?

La capacité de traiter les problèmes globaux suppose une responsabilisation et une mobilisation des citoyens à partir de questions qu'ils se posent et non à partir de recommandations des seuls experts. L'action vis-à-vis de la détérioration de l'environnement n'a de chance de voir le jour que si elle s'inscrit dans le cadre régional et non si elle est imposée de l'extérieur à un niveau central ou international. Les sociologues doivent donc comprendre, recenser, cartographier, évaluer, modéliser les comportements, mais également comprendre pour agir. La sociologie de l'environnement ne peut se concevoir qu'appliquée. Il faut que sur la base des connaissances acquises en multipliant observatoires et observations sur les acteurs individuels et institutionnels proposer les cadres de réforme des comportements en vue d'une meilleure prise en compte des intérêts de l'environnement.

L'individu, son identité, ne sauraient être sacrifiés à l'espèce. C'est pourquoi il revient aux acteurs sociaux de choisir eux-mêmes parmi la gamme des attitudes et des comportements ceux qu'ils considèrent comme modifiables pour le bien de l'humanité et de l'espèce humaine. Les sociologues peuvent aider à cette clarification, notamment par

un débat sur l'orientation globale de notre société et sur les choix à faire pour inverser les tendances, les orientations, ou au contraire pour les accentuer, en connaissance des risques et périls encourus. Ce n'est pas aux experts à faire le partage entre ce qui est prioritaire et ce qui ne l'est pas, ce n'est pas à eux que doivent appartenir les décisions de fond. La tâche de l'ingénieur social est d'intervenir au cœur même de la cité pour remettre constamment dans la discussion publique ce qui est monopolisé abusivement par les scientifiques, les décideurs et parfois les médias.

Depuis dix ans, un long chemin a été parcouru dans le domaine des relations entre sciences sociales et environnement : il conduit de la connaissance critique et de la dénonciation à la reconnaissance et à l'identification des problèmes d'environnement.

Cependant, malgré cet infléchissement positif vers la prise en compte de l'environnement comme question de société, certaines constantes de l'esprit sociologique traditionnel perdurent, à savoir la préférence pour l'épistémologie (production de concepts interdisciplinaires) ou pour le politique (théories de la décision, etc.). L'investissement sur le terrain de la société civile, des comportements des populations, des usagers, reste très faible au point que nous ne savons rien par exemple sur la manière dont se construit une opinion publique à propos de l'environnement. Jacobinisme et centralisme sont des traits de la société française qui imprègnent les mentalités, les chercheurs ne sauraient y échapper. Entre la figure de l'arpenteur social et celle du conseiller de Dieu ou du Prince, les Français choisissent la seconde posture¹¹. ■

Références

- Abelès M. (dir.). (1993) (*). *Le défi écologiste*, l'Harmattan.
- Beney G. (1989). *L'écologie globale au risque de la citoyenneté*, Srté-Info, 26-27, octobre (ministère de l'Environnement).
- Bertrand G. (1991). *La nature en géographie : un paradigme d'interface*, Géodoc, Université de Toulouse le Mirail, 34.
- Billaud J.-P. (1992). *Le sociologue entre critique et ingénierie sociales* in Marcel Jollivet (dir.) *Sciences de la nature, sciences de la société. Les passeurs de frontières*, CNRS-Éditions.
- Cadoret A. (dir.) (1985) (*). *Protection de la nature : histoire et idéologie*, l'Harmattan.
- Catton WR et Dunlap R.E. (1978). *Environmental Sociology : a new paradigm*, *The American Sociologist*, 13.
- CERFI (1981). *Tant qu'il y aura des arbres*, *Recherches*, 45.
- Colloque Émile Cheysson in *Milieux*, *Revue de l'Écomusée du Creusot*, 28, 1987.
- De Montgolfier J. et Natali M. (1987). *Le patrimoine du futur*, *Economica*.
- Dourlins, Gallard J.-P. et al. (dir.) (1991) (*). *Conquête de la sécurité, gestion des risques*, l'Harmattan.
- Duclos D. (1987). *La construction sociale du risque face aux dangers industriels*, *RFS*, XVIII, 1.
- Duclos D. (1989) (*). *La Peur et le Savoir : la société face à la science, la technique et leurs dangers*, *La Découverte*.
- Duclos D. (1991) (*). *Les industriels et les risques pour l'environnement*, l'Harmattan.
- Fabiani J.-L. et J. Theys (1987) (*). *La société vulnérable : évaluer et maîtriser les risques*, ENS.
- Godard O. (1989). *Jeux de nature*, in N. Mathieu et M. Jollivet (dir.) *Du rural à l'Environnement, La question de la nature aujourd'hui*, l'Harmattan.
- Guéry F. et Roger A. (dir.) (1991) (*). *Maître et protecteur de la nature*, Éditions Champvallon.
- Hainard Fr. (dir.) (1992). *Environnement et société : la contribution des sciences sociales*, *Actes du colloque de Neufchâtel*. Commission nationale suisse pour l'Unesco, Berne.
- Hervieu B. et Léger D. (1979). *Le retour à la nature : au fond de la forêt... l'État*, Éditions du Seuil.
- Jonas J. (1990). *Le principe responsabilité*, NRF.
- Judy H.P. (1990) (*). *Patrimoines en Folie*, M.S.H., Paris.
- Kalaora B. (1981). *Le musée vert*, *Anthropos*, réédité à l'Harmattan (1993).
- Kalaora B. et Larrère R. (1986). *Le sociologue et la nature in Bilan de recherches en Économie forestière*, Paris, INRA.
- Kalaora B. (1991). *Les écosophes et la nature*, REED, Srté-Info, 35, juillet (ministère de l'Environnement).
- Kalaora B. et Savoye A. (1989). *Les inventeurs oubliés : Le Play et ses continuateurs*, Éditions Champvallon.
- Kalaora B. et Savoye A. (1992) (*). *Frédéric le Play et les figures de l'ingénieur*, *Culture Technique*, 26.
- Kalaora B. et J. Theys (dir.) (1992) (*). *La terre outragée : les experts sont formels*.
- Marié M. et Viard J. (1977). *La campagne inventée*, *Actes Sud*.
- Mathieu N. et Jollivet M. (dir.) (1989). *Du rural à l'environnement, La question de la nature aujourd'hui*, ARF, l'Harmattan.
- Mermet L. (1992) (*). *Stratégies pour la gestion de l'environnement*, l'Harmattan.
- À paraître aux éditions Champvallon. Corvol A. (*). *Révolution, Nature, Environnement*.
- Mormont M. et Vourch A. (1990). *Recherches en Sciences Sociales et Environnement : État de la question* (ministère de l'Environnement).
- Roqueplo Ph. (1988). *Pluies acides, menaces pour l'Europe*, *Economica*.
- Roqueplo Ph. (1993) (*). *Climats sous surveillance, limites et conditions de l'expertise scientifique*, *Economica*.
- Zonabend F. (1991) (*). *La presqu'île du Nucléaire*, Odile Jacob.

10. Bruno Latour : *Crise des environnements, défis aux sciences humaines*, rapport PIREN-CNRS, 1990.

11. Écoutons et méditons cette boutade d'I. Stengers : « Comparez deux monuments de respectabilité, les encyclopédies *Britannica* et *Universalis*, à l'article "cellule" ; l'Anglais décrit une pratique, une histoire de questions, de réponse et d'interprétation. L'auteur français lui est le conseiller de Dieu créant la cellule. Inutile de dire que le résultat est catastrophique » (*Le Monde*).

(*) Ces références correspondent à des publications issues de recherches menées sur des contrats financés par le SRETE.